

Pauvreté, école, échauffourées: inquiétude "majeure" en banlieue

Marseille, 19 mai 2020 (AFP) -

"Ca risque d'être terrible pour nos quartiers": en pleine crise sanitaire, le représentant des maires de banlieue Marc Vuillemot s'est alarmé mardi auprès de l'AFP du climat tendu dans les quartiers populaires, en interpellant l'Etat face au creusement des inégalités et de la pauvreté.

Maire PS de La Seyne-sur-Mer, président de l'association d'élus Villes et Banlieue, l'édile varois devait participer mardi à une visioconférence avec le président Emmanuel Macron, notamment sur l'organisation du second tour des municipales.

Il compte y faire part de son inquiétude "majeure" dans des villes populaires qui n'ont "pas hésité à mettre le paquet sur les dépenses exceptionnelles", souvent plus élevées qu'ailleurs en raison de la grande pauvreté, pendant la crise sanitaire liée au Covid-19.

A La Seyne-sur-Mer, "j'ai décidé la gratuité de la cantine, car les gens ont faim", témoigne le maire, qui redoute que ces villes et quartiers ne "s'en remettent pas" et en appelle à une "solidarité nationale et territoriale en direction des communes les plus pauvres et les plus fragiles financièrement".

A défaut, "les moyens (financiers) mis en termes de rénovation urbaine, ça risque d'être du pipi de chat au regard des soucis devant nous", redoute M. Vuillemot, qui s'alarme d'incidents ou d'échauffourées qui "ressemblent aux prémices des émeutes" qui ont pu éclater en banlieue ces 30 dernières années.

"Un peu de partout, avec des formes variées, des dégradations, des méfaits interviennent" ces dernières semaines, souligne-t-il. Des échauffourées ont eu lieu ces deux dernières nuits à Argenteuil (Val d'Oise) après la mort d'un jeune motard dans un accident près d'une voiture de police, ou encore en avril dans les Yvelines.

Les élus de banlieue sont "très préoccupés par le très petit pourcentage d'enfants qui ont repris le chemin de l'école" dans leurs établissements, poursuit-il. "Au-delà du creusement des inégalités, les rituels de l'école sont des facteurs d'apprentissage des règles sociales".

A ce titre, "nous sommes très inquiets pour l'été. Il est vital que le gouvernement donne les moyens de faire vivre les tiers lieux éducatifs", comme les centres de loisirs ou les écoles ouvertes "pour éviter des situations terribles de perte de repères".

fbe/mdm/alc

Afp le 19 mai 20 à 17 10.